



## **Crise sanitaire, vie chère...**

### ***VIVE LA LUTTE EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE !***

---

***Face à une semaine de grève générale qui a débuté le lundi 15 novembre en Guadeloupe, et plusieurs nuits d'émeute et pillage de commerces, le gouvernement français répond par la violence de la répression : couvre-feu dès 18 heures et envoi à la rescousse de 200 policiers et gendarmes supplémentaires, et quelque 50 agents du Raid et du GIGN. Même des médias enclins à relayer la parole officielle et qui focalisent sur « des nuits de violence », soulignent qu'il s'agit bien d'une explosion de colère sociale, contre les inégalités et la pauvreté.***

---

#### ***Une crise sanitaire permanente...***

La mobilisation lancée par un collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives, dépasse largement une simple opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique, accumulent les scandales sanitaires sur l'île, depuis des années. Ainsi, le réseau d'eau se dégrade faute d'entretien, privant de nombreuses familles d'eau potable... mais pas de factures. Les coupures sont incessantes. Certains jours, les écoles sont fermées parce qu'il n'y a pas d'eau ! Une situation qui ferait scandale dans l'Hexagone. Autre drame : celui du chlordécone, ce pesticide ultratoxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation spéciale pour les Antilles, et qui empoisonne aujourd'hui le sang de plus de 90 % des Antillais.

#### ***... qui s'ajoute à la crise sociale***

À cela s'ajoutent un chômage de masse, une vie dans des quartiers populaires particulièrement délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse vertigineuse. C'était déjà la vie chère qui avait mis le feu aux poudres en 2009 et déclenché une grève générale de 44 jours, menée par le LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon* ou Alliance contre l'exploitation). Un mouvement qui dénonçait aussi la

mainmise des békés (les descendants des propriétaires d'esclaves) sur l'économie locale.

#### ***Colère des travailleurs et des jeunes***

De nombreuses catégories de salariés sont mobilisées : les soignants et les pompiers, mais aussi les enseignants, les pompistes, les territoriaux et les travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Sur leurs piquets de grève et barrages installés à de nombreux endroits, ils ont dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Le gouvernement français voudrait les faire passer pour des antivax irresponsables, bloquant la circulation et même l'accès aux soins. Comme partout, bien sûr, les théories complotistes et autres *fake news* circulent dans la population. Mais les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, la déliquescence de l'hôpital public et le manque de moyens généralisé, un désastre sanitaire dont la population des Antilles n'est pas responsable mais victime. En Martinique aussi, les organisations syndicales ont appelé à la grève générale à partir de ce lundi 22 novembre.

#### ***Antilles, Kanaky... et nous aussi***

Même colère dans d'autres territoires d'outre-mer : en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), l'État français maintient pour le 12 décembre, et contre la demande de report de nombreuses organisations kanak, le troisième et dernier référendum sur l'autodétermination, en pleine pandémie de Covid. De quoi s'assurer un vote conforme à ses intérêts. Et là encore, sous la menace d'une répression renforcée : envoi de 2 000 gendarmes, militaires et policiers pour « sécuriser le scrutin ».

Ces régions du monde, comme aussi la Guyane et la Réunion, sont des « territoires français », nous dit-on. Ils sont effectivement exploités pour les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français, et la vie quotidienne y est encore plus dure qu'ici. Par leur mobilisation et leurs revendications, contre la dégradation sociale imposée par des moyens redoublés de violence d'État, les travailleurs des Antilles ou de Kanaky nous sont proches. Le succès de leur lutte est capital. Là-bas comme ici, l'alliance contre l'exploitation est à l'ordre du jour.

## **Mesquins**

Pendant très longtemps, au Centre financier, pour les veilles de fêtes de fin d'année, l'usage voulait que nous ayons au choix le 24 ou le 31 décembre libéré. La direction est revenue petit à petit sur cet usage, jusqu'à arriver cette année à un aménagement d'horaires consistant dans une fin de service à 16 heures.

Vite oubliés les remerciements sur notre « engagement » pour faire place à leur mesquinerie habituelle.

## **Vis ma vie**

À Paris 15, les cadres ont occupé une journée à des jeux de rôles, avec des mises en situation de facteur. Est-ce un aveu qu'ils ne connaissent rien des réalités de notre travail, eux qui prétendent nous réorganiser ?

Pour poursuivre l'expérience, qu'ils sortent quelques tournées avec sécable et imprimés publicitaires, pour voir s'ils tiennent les cadences qu'ils voudraient nous imposer !

## **Les congés sont à nous**

Depuis quelques années, l'encadrement nous met la pression pour utiliser tous nos congés avant le 31 décembre, alors que c'est notre droit d'en reporter en début d'année suivante. Voilà maintenant que cela devient un critère pour la prime d'équipe !

La Poste veut récompenser ceux qui se laissent voler leurs droits ? Elle avait déjà tenté avec les arrêts maladie... avant d'être retoquée par l'inspection du travail.

## **Le taxeur passe toujours deux fois**

La collecte des taxes pour les colis venus de l'étranger commence à prendre un peu d'ampleur, d'autant qu'il faut passer à deux reprises. Beaucoup d'usagers ne parviennent pas à effectuer leur paiement en ligne dans les délais après le premier passage et cela fait beaucoup de mécontents... en plus de nous rajouter du boulot. Nous n'avons aucune envie de jouer les percepteurs.

## **On ne flashe pas dessus**

Le flashage des recommandés directement par les facteurs est « expérimenté » à Paris 15 à partir de cette semaine. La Poste met progressivement en place ce système dans les bureaux parisiens, prétendant d'abord expérimenter sur un secteur, puis deux, et ainsi de suite jusqu'à généralisation.

Elle réfléchit depuis longtemps à supprimer les cabines. Mais pas question que nos collègues se retrouvent sans poste de travail ! La Poste prend le travail des uns pour le donner aux autres. À quand la « flash mobilisation » pour lui dire stop ?

## **Non à l'esclavage moderne**

Depuis lundi 15, 70 travailleurs sans-papier de DPD, filiale colis de La Poste, sont en grève pour leur régularisation. Ils dénoncent des conditions de travail immondes – changements d'horaires de dernière minute, « erreurs » sur les fiches de paie, coupures à rallonge non payées, fins de service après minuit sans transport en commun, etc. Tout cela dans une cascade de sous-traitance et d'intérim qui ne vise qu'à dédouaner La Poste.

Les grévistes demandent leur régularisation et d'être cédés par DPD. Ils occupent la plate-forme DPD de Coudraie-Monceau (91). La Poste a réagi en envoyant police et vigiles pour empêcher de faire rentrer de la nourriture et du matériel aux occupants, et a coupé le courant dans le local qui leur permettait de charger leur portable. Il s'agit d'isoler les grévistes. Mais c'était sans compter sur la détermination des collègues, qui tiennent bon.

Toute notre solidarité aux collègues !

\* \* \*

Début novembre, les collègues sans-papier de Stuart, autre filiale de La Poste, qui font des livraisons pour le Monoprix de Belleville, étaient eux aussi en grève. Ils ont obtenu des promesses d'embauche et le formulaire employeur pour leur régularisation. La lutte a payé !

## **Elle monte, elle monte, la colère !**

Les signes d'agonie de l'hôpital public sont quasi quotidiens, comme aux urgences du CHU de Voiron (Isère), qui ont dû fermer pendant deux jours faute de personnel et de lits d'aval.

Mais le personnel hospitalier a la colère qui lui monte au nez. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, en a fait les frais lors de sa visite au CHU voisin de Grenoble, où il a exercé. Plus d'une centaine d'hospitaliers ont perturbé son plan de communication, pourtant gardé secret, en l'accueillant avec banderoles, slogans et sirènes d'ambulance. Le ministre aurait été obligé de rejoindre le bâtiment par les sous-sols... Bien fait !

